

La Lettre du CFA

Lettre d'information du Centre Franco-Autrichien pour le rapprochement en Europe

N° 36

Janvier 2015

Toute l'actualité du
Centre Franco-Autrichien :
www.oefz.at

SOMMAIRE

Synthèses du CFA

Un nouvel élan pour l'intégration européenne des Balkans occidentaux

Conférence internationale
Sarajevo, 7 novembre 2014

....page 2

Jean-Jaurès et la guerre, hier et aujourd'hui

Séminaire bilatéral
Vienne, 3 décembre 2014

....page 10

A l'agenda du CFA

L'intégration européenne des Balkans occidentaux: coopération régionale et perspectives albanaises

Conférence internationale
Tirana, avril / mai 2015

....page 11

La lutte contre le changement climatique: défis et opportunités

Conférence bilatérale
Vienne, 18 juin 2015

....page 12

Activités du Secrétaire général

...page 12

L'Éditorial



Peter Jankowitsch
Ambassadeur,
Secrétaire général du
Centre Franco-
Autrichien

Chers amies et chers amis du CFA,

L'année 2015 sera riche en développements. D'une part, il y a les problématiques essentielles que la crise économique et financière a quelque peu occultées, et qui reviennent aujourd'hui au premier plan. La lutte internationale contre le changement climatique, tout d'abord, à laquelle le Centre consacrera une conférence en juin 2015 (cf. p. 12). Il faut dire que la France ne ménage pas ses efforts en la matière. Elle organisera à Paris la 21ème conférence des parties. Son objectif est d'arriver à un accord international contraignant sur le climat.

Et puis il y a l'intégration européenne des Balkans occidentaux, qui connaît un regain d'intérêt depuis le Sommet de Berlin en août 2014. Impliqué depuis de nombreuses années dans la région, le Centre ne peut que s'en féliciter. Reste à traduire cet intérêt en actions. Les défis qu'il reste à relever dans la région n'ont jamais été aussi grands depuis la fin des guerres yougoslaves, tant sur le plan politique qu'économique. La conférence organisée par le Centre à Sarajevo en no-

vembre dernier en témoigne (cf. la synthèse p. 2).

L'initiative germano-britannique pour la Bosnie-Herzégovine, adoptée en novembre 2014 par le Conseil, est un premier pas. Espérons que le Sommet de Vienne sur le Balkans occidentaux, prévu le 27 avril 2015, apportera d'autres réponses à l'essoufflement de la dynamique européenne dans la région et encouragera un peu plus encore la reprise des réformes. Le Centre accompagnera cet engagement à sa manière, en organisant une conférence internationale à Tirana, sur l'intégration européenne et à la coopération régionale dans les Balkans occidentaux (cf. p. 11). Ce sera sa première conférence en Albanie.

L'année 2015 verra d'autre part le Centre élargir ses champs d'intérêt. La guerre en Ukraine et les tensions entre la Russie et l'Union européenne ont modifié la géographie politique du vieux continent. Elles soulèvent d'importantes questions, tant sur les attentes et les ambitions que nourrit la diplomatie européenne que sur ses capacités réelles. Le Centre prévoit donc d'organiser une conférence sur ce thème à l'automne 2015.

En vous souhaitant une bonne lecture,

Peter JANKOWITSCH
Vienne, le 15 janvier 2015



Un nouvel élan pour l'intégration européenne des Balkans occidentaux

Sarajevo, le 7 novembre 2014

avec le soutien de



Tout au long du 20^{ème} siècle, les Balkans occidentaux ont fait l'expérience de processus contradictoires : fragmentation et intégration, destruction et reconstruction. Ces processus imprègnent aujourd'hui la géographie politique, le développement économique et les réalités sociales de la région. Les divisions demeurent, et parfois prospèrent, mais elles ne peuvent occulter la communauté d'intérêts que les peuples balkaniques partagent aussi. Les surmonter, en œuvrant à instaurer plus de démocratie, de prospérité, de paix et d'état de droit, n'est pas (seulement) une question de temps. Il s'agit d'un défi requérant un nouveau cadre de pensée, une nouvelle impulsion. C'est pourquoi l'intégration européenne est si importante. Celle-ci remet en question les statu quo, rapproche les peuples Européens et stimule le recours à de nouvelles perspectives dans la résolution de problèmes jusque là réputés insolubles.

Il n'est donc pas étonnant que l'intégration européenne, au cours de ces dix dernières années, ait suscité de grandes attentes. Les perspectives européennes que l'Union a promises aux pays des Balkans occidentaux à Thessalonique en 2003 illustrent un tournant historique pour la région. Elles portent sur l'adhésion future de ces pays mais aussi et surtout sur leur stabilisation, leur démocratisation et la réalisation préalable de réformes importantes. Cette logique a déjà porté ses premiers fruits avec l'adhésion à l'UE de la Slovénie en 2004 et de la Croatie en 2013. Mais elle semble aujourd'hui s'essouffler. En Bosnie-Herzégovine et dans d'autres pays de la région, les besoins de changement sont plus vifs que jamais, mais la capacité de l'UE à guider le processus à partir des



Wolfgang PETRITSCH, Président de la Fondation autrichienne pour le Plan Marshall, en marge de la conférence.

élites n'est plus incontestée. En Macédoine ou au Kosovo, l'intégration européenne reste une force motrice, mais sa capacité à surmonter les points de blocage s'érode. Partout chancèlent aussi les libertés civiles. C'est pourquoi l'intégration européenne dans les Balkans occidentaux nécessite un nouvel élan.

Le Centre Franco-Autrichien pour le rapprochement en Europe, une organisation intergouvernementale s'attachant à favoriser l'intégration européenne des pays des Balkans occidentaux depuis plus de dix ans, a organisé à cet effet une conférence internationale à Sarajevo le 7 novembre 2014. Son objectif principal était d'examiner les conditions permettant de relancer l'intégration européenne dans les Balkans occidentaux. Des décideurs politiques de haut niveau, des experts de renommée internationale et des représentants de la société civile ont échangé leurs points de vue sous le regard attentif des médias et d'un public informé.

Cette conférence se tenait très opportunément. Le 4 novembre 2014, c'est-à-dire trois jours avant la conférence, la Grande-Bretagne et l'Allemagne soumettait une initiative conjointe à la nouvelle Haute-Représentante de l'Union européenne pour la politique étrangère et de sécurité commune. Cette initiative, adoptée le 17 novembre par le Conseil, avait pour objectif de relancer la dynamique européenne là où elle est la plus bloquée, à savoir en Bosnie-Herzégovine. Les débats favorisés par la manifestation ont donc tout naturellement aussi tournés autour de cette question et l'intérêt des médias s'en est trouvé renforcé.

L'organisation de la conférence portant sur cette problématique s'est déroulée en étroite coopération avec le partenaire du Centre franco-autrichien en France, l'Institut français des relations internationales et avec l'Initiative centre-européenne, du 'Mouvement européen en Bosnie-Herzégovine' et de l'ambassade d'Autriche à Sarajevo.



Kosovo* à la Commission européenne ; Hannes SWOBODA, ancien membre du Parlement européen ; Gérard STOUDMANN, Représentant spécial du Président en exercice chargé des Balkans occidentaux à l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe ; Wolfgang PETRITSCH, Président de la Fondation autrichienne pour le Plan Marshall ; Peter JANKOWITSCH, Secrétaire Général du Centre Franco-Autrichien pour le rapprochement en Europe ; Ulrike HARTMANN, Chef du bureau du Haut-représentant des Nations-unies pour la Bosnie-Herzégovine à Banja Luka ; Jan KICKERT, Chef de la section politique au Ministère autrichien des affaires étrangères ; Johann SATTLER, Chef d'unité pour les Balkans occidentaux au Ministère autrichien des affaires étrangères ; Martin PAMMER, Ambassadeur d'Autriche en Bosnie-Herzégovine ; Sanjin ARIFAGIĆ, Chef de Projet « SEE2020 » au Conseil de coopération régionale à Sarajevo ; Ugo POLI, Gestionnaire de projets à l'Initiative centre-européenne à Trieste ; Dominique DAVID, Directeur exécutif de l'Institut français des relations internationales ; Vivien PERTUSOT, Directeur de l'Institut français des relations internationales à Bruxelles ; Michel CULLIN, Professeur en sciences politiques à l'Académie diplomatique de Vienne ; Mišo DOKMANOVIĆ, Professeur associé à la Faculté de droit de l'Université Ss. Cyrille and Méthode à Skopje ; Florent MARCIACQ, Chercheur associé à la Chambre des Deputés du Luxembourg et au Centre Franco-Autrichien pour le rapprochement en Europe ; Kristof BENDER, Analyste en chef à l'Initiative de stabilité européenne ; Jean-Arnault DÉRENS, Rédacteur en chef du Courrier des Balkans et Daliborka ULJAREVIĆ, Directrice exécutive du Centre pour l'éducation civique à Podgorica.



Michel CULLIN, Professeur en sciences politiques à l'Académie diplomatique de Vienne ; Ugo POLI, Gestionnaire de projets à l'Initiative centre-européenne à Trieste ; Gérard STOUDMANN, Représentant spécial du Président en exercice chargé des Balkans occidentaux à l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe et Wolfgang PETRITSCH, Président de la Fondation autrichienne pour le Plan Marshall.

De nombreux invités très prestigieux, issus du monde politique, académique, diplomatique, de la société civile et de plusieurs états de la région, mais aussi de Vienne, de Paris, de Bruxelles, ont contribué au succès de cette événement. Parmi eux, figuraient Amer KAPETANOVIĆ, Ministre assistant pour les relations bilatérales au Ministère des affaires étrangères de Bosnie-Herzégovine ; Jean-Éric PAQUET, Directeur pour l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Serbie et le

La présente synthèse est diffusée sous la seule responsabilité du Centre Franco-Autrichien. Son contenu n'engage pas la responsabilité des auteurs auxquels elle fait référence, ni celle des coorganisateur de la conférence.

Résister à l'essoufflement de la dynamique européenne

L'intégration européenne des pays des Balkans occidentaux est un processus dont la progression dépend de l'état des réformes dont peut se prévaloir chaque candidat. Il ne s'agit donc pas d'un processus régional en tant que tel, devant aboutir à une adhésion groupée des pays d'ex-Yougoslavie, bien qu'il affecte l'ensemble de la région et promeuve la coopération régionale sous toutes ses formes. Il s'agit plutôt d'un processus différencié s'insérant dans un cadre régional, dont la plupart des composantes (les conditions préalables à l'adhésion) sont communes aux états de la région. Ce principe de différenciation, introduit lors du Sommet de Zagreb en 2000, signifie en pratique que l'adhésion des états de la région ne peut être envisagée qu'à la mesure de mérites individuels. Certains états, comme la Slovaquie et la Croatie ont grandement profité de cette approche, comme en témoigne leur adhésion respective à l'Union européenne en 2004 et 2013. D'autres, comme le Kosovo, la Bosnie-Herzégovine et la Macédoine, par contre, ne sont pas parvenus à surmonter les obstacles jalonnant leur processus d'intégration, et ce, pour diverses raisons. Ils restent donc bloqués aux portes de l'UE.

Force est de constater que les Balkans occidentaux ne progressent pas vers l'UE de manière homogène, et que les efforts dispensés par l'UE dans la région ne sont pas toujours suivis des résultats escomptés. Pis encore, des divisions apparaissent au sein même de la région, entre les états capables d'avancées significatives (Serbie, Monténégro) et ceux dont l'adhésion semble remise aux calendres grecques (Macédoine, Bosnie-Herzégovine, Kosovo...). Ce constat est d'autant plus décevant que la région a bénéficié d'un large soutien de l'Union européenne : près de 4,5 milliards d'assistance pour la reconstruction, le développement et la stabilisation entre 2000 et 2006 et plus de 11 milliards d'aide de préadhésion entre 2007 et 2013. Le processus d'intégration européenne, manifestement, n'a pas été la panacée que de beaucoup appelaient de leurs vœux.

Les déclarations de M. Juncker, écartant tout nouvel élargissement dans les cinq années à venir ne sont

donc guère surprenantes. L'état des réformes dans les pays candidats à l'adhésion, le contexte de crise économique qui sévit partout en Europe et la montée de l'euro-scepticisme rendent toute perspective d'élargissement illusoire, du moins à court terme. Mais il ne faudrait pas interpréter ce constat comme un désengagement de l'Union. (V. Pertusot). Les cinq prochaines années ne seront perdues que si les pays aspirant à rejoindre l'Union manquent de réaliser les réformes nécessaires à leur rapprochement et si leurs élites n'en profitent pas pour renforcer leur engagement (H. Swoboda).



Vivien PERTUSOT, Directeur de l'Institut français des relations internationales à Bruxelles; Kristof BENDER, Analyste en chef à l'Initiative de stabilité européenne et Hannes SWOBODA, ancien membre du Parlement européen

Les déclarations de M. Juncker, d'une certaine façon, font donc office d'avertissement. L'élargissement est une promesse qui tient, mais les élites seraient bien mal avisées de considérer la perspective comme acquise. Faut-il pour autant y voir une prolongation de la « fatigue de l'élargissement », que l'on pensait conjoncturelle ? Force est de constater que cette fatigue a gagné du terrain (P. Jankowitsch). Or, rappelons-le, l'intégration européenne, et avec elle l'élargissement, est de l'intérêt de tous - à l'Est comme à l'Ouest (P. Jankowitsch). Faire preuve de réalisme sans briser la dynamique européenne revient donc à chercher la quadrature du cercle. Quelques pistes pourraient néanmoins être exploitées. Les citoyens de l'Union, tout d'abord, ignorent trop les enjeux de l'élargissement ou n'ont accès qu'à des sources d'information incomplètes. Les voix qui portent le plus dans le domaine sont celles des Cassandres nationalistes. Davantage de leadership politique au niveau européen sur ces questions permettraient de mieux communiquer le sens de la politique d'élargissement aux citoyens de l'Union (J. Kickert). L'Union, de même, pourrait davantage s'impliquer dans la com-

munication de ses attentes aux populations sud-est européenne. Il s'agit d'expliquer directement, et pas seulement par l'intermédiaire des élites locales, l'intérêt des réformes qu'elle soutient, en matière d'état de droit par exemple. Car ces réformes, avant même d'être une condition pour l'Union, sont une avancée pour les citoyens des pays concernés (M. Pammer). Cela suppose de rendre plus visibles les progrès réalisés par les gouvernements de la région avec le concours de l'Union (M. Pammer).

Potentiel et limites de la conditionnalité

Si la conditionnalité est un instrument qui s'est avéré particulièrement efficace, son usage ne peut seul garantir le maintien de la dynamique européenne (K. Bender). La conditionnalité ne peut marcher sans volonté politique -et elle ne peut s'y substituer. La Bosnie-Herzégovine, par exemple, a perdu 35 millions d'euros d'assistance en 2013 en raison de l'absence de consensus politique dans le pays (W. Petritsch). Or l'on ne peut pas toujours « forcer » un consensus, surtout quand l'un des partis bénéficie de l'appui (en particulier financier) d'une puissance-tiers, la Russie (W. Petritsch). L'Union ne peut donc pas tout exiger de la part de ses partenaires sud-est européens (D. David). Elle gagnerait à tenir compte des particularismes locaux et nationaux (U. Poli). Les relations privilégiées que la Russie entretient avec la Republika Srpska et la Serbie en sont l'exemple le plus frappant. Chaque pays pose des problèmes spécifiques en matière d'intégration européenne, tant sur le plan politique qu'institutionnel (D. David).

En matière de conditionnalité, il convient donc de faire preuve d'un réalisme avisé, et de surveiller le timing. Ce que l'Union demande aux pays des Balkans occidentaux dans le cadre de leur processus de préadhésion est aujourd'hui presque aussi contraignant que ce qu'elle demandait aux pays d'Europe centrale lors de leur adhésion (J. Kickert). Il ne s'agit pas de revoir les exigences de l'Union à la baisse, mais d'évaluer leur faisabilité pays par pays, et d'adapter la marche à suivre (J. Kickert). L'on peut par exemple regretter que les rapports d'évaluation de la Commission ne nomment pas spécifiquement les personnes responsables faisant manifestement obstacle à l'intégration européenne des pays concernés (M. Pammer). Cela permettrait d'accroître la pression sur ces personnes et de donner une tribune à leurs opposants politiques ou aux représentants de la société civile. L'on peut

ensuite regretter que les rapports d'évaluation de la Commission se concentre davantage sur les progrès réalisés, alors qu'il serait très utile d'avoir des rapports tournés vers l'avenir, présentant le chemin restant à parcourir (K. Bender). Cela permettrait à tous acteurs concernés de mieux définir leurs contributions respectives et d'évaluer plus objectivement leur performance.



Ulrike HARTMANN, Chef du bureau du Haut-représentant des Nations-unies pour la Bosnie-Herzégovine à Banja Luka et Martin PAMMER, Ambassadeur d'Autriche en Bosnie-Herzégovine.

L'initiative germano-britannique pour la Bosnie-Herzégovine va dans ce sens. Beaucoup s'accordent à dire qu'elle est une véritable chance pour le pays. En enjoignant les chefs des principaux partis politiques du pays de s'engager par écrit à soutenir le processus d'intégration européenne, et en fournissant à la Bosnie-Herzégovine une feuille de route lui permettant de surmonter les obstacles qui alimentent le statu quo, cette initiative ambitionne de relancer la dynamique européenne sur une base différente de celle de ses voisins. Elle reconnaît, en substance, que la Bosnie-Herzégovine est un cas différent. Et de fait, elle est un cas unique, le résultat d'une guerre (U. Hartmann), que les accords de paix de Dayton, pensé comme transitoires, ont figé dans le temps (W. Petritsch). Cette initiative tient compte de cette réalité. Elle est également positive en ce sens qu'elle marque le réengagement de l'Allemagne dans la région, quelques mois seulement après le lancement du processus de Berlin (J. Kickert). Et elle arrive à un moment clé, peu après les élections générale d'octobre 2014. Dans ce nouveau cadre, il revient donc aux élites politiques locales de s'exprimer sur leur engagement européen (U. Hartmann).

Quoi qu'il en soit, il importe dorénavant de tenir compte du hiatus existant entre la volonté des peuples balkaniques, qui demandent du changement et les élites politiques locales, qui peinent ou rechignent à mener les réformes nécessaires (A. Kapetanovic). Ces élites n'ont pas toujours intérêt à communiquer



Dominique DAVID, Directeur exécutif de l'Institut français des relations internationales et **Amer KAPETANOVIĆ**, Ministre assistant pour les relations bilatérales au Ministère des affaires étrangères de Bosnie-Herzégovine.

en l'espèce les attentes de l'Union, d'où le bénéfice d'une diplomatie publique visant directement les citoyens des pays des Balkans occidentaux (F. Marcicq). Au-delà de cela, il faut noter que les gouvernements de la région, parfois, profitent de l'absence de réforme et de la stagnation (J. Kickert). Attiser les peurs est plus mobilisateur sur le plan électoral que se risquer à la réconciliation (A. Kapetanovic). Si l'intégration européenne est un formidable puissance transformative, les véritables acteurs en charge du changement, au final, demeurent les élites politiques dans la région (D. Uljarevic). En l'absence d'élites prêtes à prendre des risques, à l'instar du gouvernement de Belgrade à l'égard du Kosovo (J. Kickert), la fatigue de l'élargissement ne se dissipera pas. Les pays des Balkans occidentaux, en clair, ne peuvent pas tout attendre de l'Union européenne (D. David)

Le développement économique, nouvelle priorité stratégique

L'un des principaux défis auxquels les pays des Balkans occidentaux doivent aujourd'hui faire face est d'ordre socio-économique. Le cas de la Croatie, en récession depuis quelques années, démontre que l'intégration européenne ne résout pas tous les problèmes (J. Kickert). Elle ne garantit aucunement le développement économique, l'emploi et la croissance. Or ces questions sont devenues prioritaires dans les Balkans occidentaux. Il faut dire que les habitants dans la région ne jouissent que d'un tiers du PIB européen en moyenne et que la crise économique a encore fragilisé les structures économiques (W. Petritsch ; S. Arifagic). Plusieurs pays de la régions sont même toujours au-dessous de leur niveau d'avant 1990 (W. Petritsch ; S. Arifagic). D'où la montée du mécontentement populaire, notamment en Bosnie-Herzégovine :

L'absence de progrès en matière de performance socio-économique ne peut pas durer (W. Petritsch).

L'enjeu, désormais, consiste donc à faire évoluer les priorités des institutions internationales présentes dans la région. La réconciliation et la stabilisation demeurent des problématiques importantes (S. Arifagic). L'on pourrait par exemple tirer les enseignement de l'expérience franco-allemande de réconciliation et chercher à les appliquer dans les Balkans, en réhabilitant notamment les minorités oubliées de part des d'autres par les narratifs nationaux, à l'instar de ces allemands ayant combattu dans la résistance française (M. Cullin). De tels efforts permettraient de préparer l'avenir. Mais quels progrès envisager en la matière sans développement économique ? Et quel avenir préparer sans emplois ?

Ces questions ont amené le Conseil de coopération régionale à redéfinir ses priorités et à développer une stratégie commune en la matière, le SEE 2020 Strategy Coordination. Il s'agit d'un cadre négocié, mis en place en 2013, doté d'objectifs chiffrés et d'instruments spécifiques (S. Arifagic). Avec le processus de Berlin, l'UE a également initié un tournant sur la question. Elle se concentre aujourd'hui davantage sur les besoins économiques de la région, en particulier sur les investissements nécessaires au développement du secteur énergétique et des transports.

Le chantier est conséquent. Il faut tout d'abord redorer l'image de la région, noircie parmi les investisseurs étrangers par les affaires de corruption et de criminalité organisée (M. Pammer). Le message à faire passer est que la région a fondamentalement changée (J. Kickert). Cela implique de s'attaquer aux racines des problèmes, à la capture de l'État et de l'économie par les élites politiques dans certains pays de la région (W. Petritsch) ; de réformer (et dépolitiser) les administrations publiques et de faire un meilleur usage des ressources publiques (J-E. Paquet). Il s'agit en somme de (re)constituer le squelette des démocraties balkaniques sur la base de la bonne gouvernance (A. Kapetanovic). Car les dysfonctionnements politiques pèsent négativement sur l'économie (J-E. Paquet). En l'absence de changement, les jeunes qualifiés, les forces vives, continueront à émigrer, et leur émigration paupérisera davantage la région (H. Swoboda).

Stabilité et/ou démocratie : quelle priorité ?

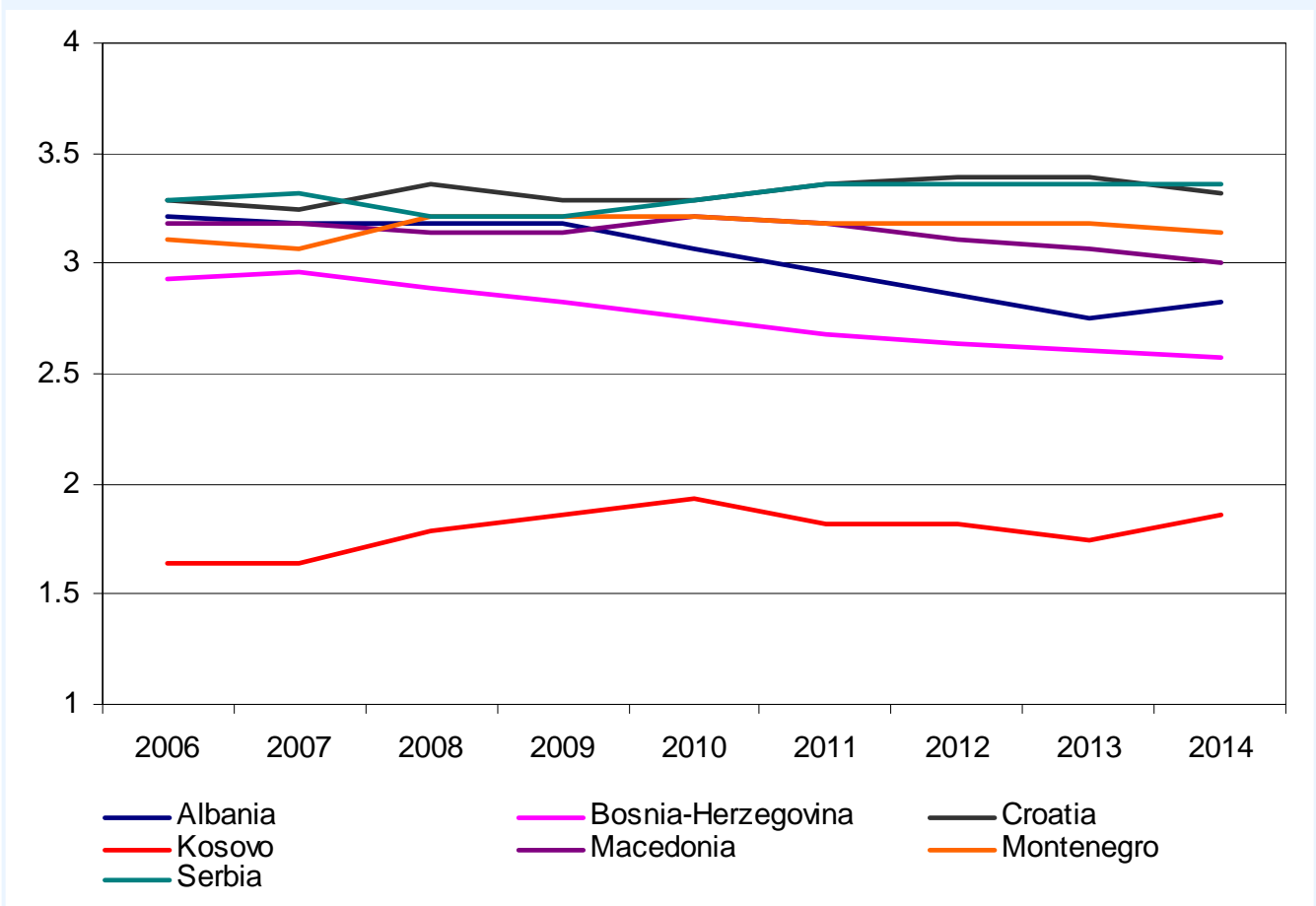
L'autre défi auquel les pays des Balkans occidentaux doivent faire face est d'ordre politique. Il consiste à stabiliser *et* à démocratiser les Balkans occidentaux. Il s'agit là d'un défi ambigu : la stabilité, certes, est nécessaire à l'établissement de la démocratie. Mais faut-il pour autant sacrifier la seconde à la première ? Il est évident que la démocratie ne se définit pas seulement par ses institutions ou ses élections (D. David). Il s'agit aussi (et peut-être surtout) d'une idée qui mobilise les citoyens, leur permet de se s'indigner, de se révolter. Elle est donc aussi un instrument de contradiction, d'antagonismes et de tensions. Elle est, en un mot, indissociable d'une certaine forme d'instabilité (F. Marciacq). Or il semble que dans les Balkans occidentaux, la stabilisation, en terme de priorité stratégique, tend à prendre le pas sur la démocratisation (F. Marciacq). C'est oublier que la stabilité se fonde sur la démocratie et non l'inverse.

D'importants progrès en matière de stabilisation ont été accomplis ces dernières années, au niveau de la

coopération régionale mais aussi de la résolution de différend bilatéraux. Ces progrès, largement encouragés par l'Union, ont été salués par des avancées notoires en matière d'intégration européenne. L'accélération du rapprochement avec la Serbie, par exemple, s'explique par les concessions de Belgrade faites à Pristina dans le cadre des négociations chapeautées par l'Union. Et l'on ne peut que se féliciter de ces avancées. Mais force est de constater que dans le même temps l'état des démocraties balkaniques, c'est-à-dire des libertés civiles, ne s'est guère amélioré. L'indice démocratique proposé par Freedom House indique même une certaine dégradation de la situation dans plusieurs états (cf. figure 1) (F. Marciacq ; W. Petritsch).

Le plus inquiétant est le recul de la liberté de la presse, qui s'opère depuis plusieurs années dans tous les pays des Balkans, et tout particulièrement au Monténégro, en Macédoine et en Bosnie-Herzégovine (F. Marciacq). La concentration économique du secteur médiatique, son contrôle direct ou indirect par les gouvernements, la fermeture de chaînes privées criti-

Figure 1 : Stagnation, voire recul des libertés civiles: Freedom House Democracy Scores
 NB : A titre de comparaison, le score de la Russie est de 0,71 ; celui de la Pologne de 4,82.
 Source : Données compilées par F. Marciacq





Florent MARCIACQ, Chercheur associé à la Chambre des Députés du Luxembourg et au Centre Franco-Autrichien pour le rapprochement en Europe ; Johann SATTLER, Chef d'unité pour les Balkans occidentaux au Ministère autrichien des affaires étrangères ; Daliborka ULJAREVIĆ, Directrice exécutive du Centre pour l'éducation civique à Podgorica et Sanjin ARIFAGIĆ, Chef de Projet « SEE2020 » au Conseil de coopération régionale à Sarajevo.

ques à l'égard de l'exécutif et les pressions, intimidations voire poursuites que subissent les journalistes sont devenues monnaie courante dans la région (F. Marciacq). La Macédoine, par exemple, était classée 34^{ème} par Reporters sans frontières il y a quatre ans contre 116^{ème} aujourd'hui (M. Dokmanovic). D'une certaine façon, la liberté d'expression était mieux garantie durant l'époque communiste qu'elle ne l'est aujourd'hui (M. Dokmanovic ; J-A. Dérens).

Ensuite, il faut bien remarquer que les processus électoraux sont faussés par l'affaiblissement excessif des partis d'opposition. La connivence des gouvernements avec les médias laisse peu d'espace aux opposants et le traitement des députés d'opposition par la majorité est parfois indigne. En Macédoine, par exemple, les députés de l'opposition furent tout simplement expulsés de force du Parlement en décembre 2012, lors du vote sur le budget (M. Dokmanovic). Aujourd'hui, nombre d'entre eux sont par ailleurs harcelés judiciairement (M. Dokmanovic). Et au Monténégro, l'on ne peut que s'étonner de l'absence d'alternance politique depuis le début des années 1990 (F. Marciacq).

L'indépendance de la justice et la séparation des pouvoirs restent par ailleurs des chimères dans la plupart des pays des Balkans occidentaux. La politisation des administrations, l'absence de séparation entre l'État et le parti au pouvoir, la corruption des élites et la partialité des juges sont des problèmes majeurs en Macédoine, au Monténégro, mais aussi en Serbie ou au Kosovo (M. Dokmanovic ; D. Uljarevic).

Au final, il y a donc un paradoxe entre le rapprochement vers l'Union européenne qu'opèrent les pays des Balkans occidentaux et leur processus de démocratisation, qui au mieux, est au point mort (F. Marciacq).

Et l'on peut donc s'étonner de voir les pays de la région avancer vers l'Union cependant qu'ils ne progressent guère sur le plan démocratique. L'Union européenne, certes, n'est pas responsable de cette stagnation démocratique. Mais elle a tendance à tolérer ces faiblesses au nom de la stabilité politique. Elle spécifie davantage ses attentes en matière de stabilisation et de transition vers une économie de marché que ses attentes en matière de démocratie (F. Marciacq). Et elle récompense donc plus les efforts de stabilisation qu'elle ne sanctionne les manquements à la démocratie (F. Marciacq). Un corollaire à cette affirmation est que l'UE privilégie les élites, desquelles dépendent la stabilité des pays, aux populations et à leurs aspirations démocratiques. Cette démarche, à terme, pose un problème de confiance. En confortant les gouvernements parce qu'il garantissent une certaine forme de stabilité, malgré les obstacles qu'ils érigent à la démocratisation de leur pays, l'Union légitime des élites qu'il conviendrait au contraire de confronter, ou du moins de traiter avec plus de distance (K. Bender ; M. Pammer ; F. Marciacq ; J-A. Dérens). Comment l'Union peut-elle dès lors prétendre à gagner la confiance des populations dont les libertés civiles reculent à mesure que leur pays se rapproche de l'Union ?



Jean-Arnault DÉRENS, Rédacteur en chef du Courrier des Balkans et Mišo DOKMANOVIĆ, Professeur associé à la Faculté de droit de l'Université Ss. Cyrille and Méthode à Skopje

L'Union peut faire face à ce dilemme sans révolutionner son approche (F. Marciacq). Il s'agit tout d'abord de se rappeler que l'usage de la démocratie doit s'accommoder d'une mesure d'instabilité, de contestation, de mobilisation. Quand des mouvements de mécontentement de grande ampleur se déclenchent dans les Balkans (comme dernièrement en Bosnie-Herzégovine), l'Union pourrait ne pas nécessairement chercher à les « contenir », et encore moins se limiter

à un dialogue avec les seuls représentants du gouvernement. L'Union pourrait ensuite replacer la démocratisation au cœur de son agenda politique en exigeant une conditionnalité plus forte à l'endroit des libertés fondamentales (de la presse en particulier). Plus important encore, l'Union ne devrait pas considérer que les violations ou les problèmes démocratiques dans les Balkans occidentaux comme un enjeu secondaire, à traiter localement. Il lui incombe au contraire de les porter sur la scène européenne. Cela implique aussi d'intensifier son dialogue avec les partis d'opposition et les milieux culturels et académiques. Enfin, l'Union gagnerait à développer une diplomatie publique dans les Balkans occidentaux qui ne soit pas seulement de nature informative. L'emploi de diplomates plus actifs sur le terrain que dans les couloirs des institutions, plus connectés aux citoyens qu'aux gouvernements, et plus autonomes que soumis à une hiérarchie permettrait de promouvoir la démocratie avec davantage de liberté.

Les écueils de l'intégration européenne pour la démocratisation

Dans les années 1990, l'intégration européenne était un vecteur de clivage politique dans la plupart des pays des Balkans occidentaux. Les nationalistes y étaient opposés et les réformateurs y étaient plutôt favorables. Or la question fait aujourd'hui l'objet d'un consensus partagé par tous les partis politiques, tous les députés et tous les gouvernements de la région (J-A. Dérens). D'où le paradoxe suivant : alors même qu'elles semblent plus lointaines que jamais, les perspectives d'adhésion des pays de la région sont unanimement saluées (J-A. Dérens). Ce paradoxe se traduit par un décalage entre les attentes des élites, de plus en plus affirmées, et la capacité des pays à effectivement se rapprocher de l'Union -puisque le consensus politique ne suffit pas à accélérer le rythme du processus d'intégration.

Ensuite, il faut noter que les opinions publiques sont beaucoup plus eurosceptiques que leurs gouvernements (J-A. Dérens). En Serbie, l'intégration européenne n'a plus le soutien de la majorité des électeurs. 70% des Serbes aimeraient avoir des liens plus forts avec la Russie contre près de la moitié avec l'Union (G. Stoudmann). Or aucun membre du Parlement ne s'oppose ou ne critique fondamentalement la dynamique européenne. Même les partis nationalistes se sont joints aux slogans favorables à l'Union européenne ; ils ont intégré ses éléments de langage et ne



Ugo POLI, Gestionnaire de projets à l'Initiative centre-européenne à Trieste; Gérard STOUDMANN, Représentant spécial du Président en exercice chargé des Balkans occidentaux à l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe et Wolfgang PETRITSCH, Président de la Fondation autrichienne pour le Plan Marshall.

se distinguent plus vraiment des partis de centre-droit (J-A. Dérens). Il y a donc un second paradoxe entre l'optimisme des élites et le scepticisme des peuples (en particulier en Serbie, au Kosovo et au Monténégro) (J-A. Dérens). Ce paradoxe se traduit par un défaut de représentation démocratique, dont l'on peut se féliciter en tant qu'europhile, mais qui soulève quelques interrogations, si l'on estime que le processus d'intégration ne doit pas être exclu du champs de la critique démocratique.

L'attitude de l'Union est ici ambiguë. D'une part, elle promeut, formellement, la démocratie. Mais d'autre part, elle ferme les yeux sur ce défaut de représentativité et ignore les mouvements minoritaires qui lui sont plus hostiles. Elle préfère en somme traiter avec les hommes politiques qu'elle connaît bien, qui lui sont favorables, car cela lui permet d'assurer la stabilité de ses relations avec les pays de la région (J-A. Dérens ; F. Marciacq). Au Monténégro et en Macédoine, elle constate la fragilité de la démocratie, mais elle ne veut se risquer à espérer un bouleversement (J-A. Dérens). Au Kosovo, elle scelle des accords liant Belgrade et Pristina engageant le sort des populations serbes du Kosovo, mais elle se garde d'impliquer les représentants de ces derniers (J-A. Dérens).

Renforcer la coopération régionale

La coopération régionale demeure une composante importante de l'intégration européenne. Les deux processus ne sont en aucun cas substituables (D. David), même si les deux sont vecteurs de prospérité et de réconciliation (M. Cullin). La coopération régionale ne se décline pas seulement en termes bilatéraux ; dans les Balkans occidentaux, elle se doit de soigner les approches multilatérales (G. Stoudmann).

Or il n'y a que peu de coopération régionale véritablement initiée et gérée par les pays de la région. Les dynamiques existantes sont avant tout exogènes (W. Petritsch). Par exemple, les pays des Balkans occidentaux (à l'exception notable de la Macédoine et du Kosovo*) sont inclus dans le champs géographique de deux stratégies macro-régionales européennes : la stratégie pour l'Europe danubienne et la stratégie pour la région adriatique-ionienne. Ces stratégies, même initiées à Bruxelles, sont des atouts pour la région. Une meilleure coordination entre les différents programmes macro-régionaux et les programmes nationaux permettrait d'utiliser les potentiels inexploités (U. Poli). Pour tirer le meilleur des stratégies

macro-régionales, la Commission a d'ailleurs recommandé de favoriser les échanges d'expérience ; de combiner différentes sources de financement nationaux et internationaux, publics et privés ; de mettre en avant le rôle de la société civile ; et d'utiliser les cadres organisationnels régionaux existants (U. Poli).

Textes et supports des interventions sont disponibles sur notre site Internet, www.oefz.at

Séminaire bilatéral



diplomatische
akademie wien
Vienna School of International Studies
École des Hautes Études Internationales de Vienne



RI RennerInstitut

Jean Jaurès et la guerre, hier et aujourd'hui

Vienne, le 3 décembre 2014

Afin de commémorer le centenaire de l'assassinat de Jean Jaurès par un nationaliste français à Paris, le 31 juillet 1914, et revenir sur l'éclatement de la première guerre mondiale, le Centre franco-autrichien a organisé le 3 décembre 2014 un séminaire, en partenariat avec l'Académie diplomatique de Vienne et le Renner Institut.

Le séminaire a rendu hommage à cette personnalité d'autant plus exceptionnelle qu'elle fut l'une des rares de l'époque à s'opposer à la guerre, alors même que tous la jugeait inévitable et que beaucoup l'appelaient même de leurs vœux. Il a aussi examiné le rôle de Jean Jaurès dans le contexte européen et ses relations avec les mouvements pacifistes d'hier et d'aujourd'hui. Car l'héritage de Jean Jaurès est immense. Il fait régulièrement surface et continue d'éclairer les problématiques actuelles de notre époque.

Afin de discuter de ces questions, le séminaire a convié autour de **Gerhard MARCHL** (Renner Institut),

d'Élisabeth KERVAREC (ORF) et de **Peter JANKOWITSCH** (Centre franco-autrichien) une poignée d'experts reconnus: **Michel CULLIN**, de l'Académie diplomatique de Vienne, **Romain DUCOULOMBIER**, de l'Université de Bourgogne (Dijon) et Université du Littoral Côte d'Opale (Dunkerque) et **Werner WINTERSTEINER**, de l'Université de Klagenfurt (Zentrum für Friedensforschung und Friedenspädagogik).



Élisabeth KERVAREC, ORF; Werner WINTERSTEINER, Université de Klagenfurt (Zentrum für Friedensforschung und Friedenspädagogik) et Michel CULLIN, l'Académie diplomatique de Vienne.

L'Agenda du Centre Franco-Autrichien



L'intégration européenne des Balkans occidentaux: Coopération régionale et perspectives albanaises

Conférence internationale
Avril/mai 2015, Tirana

La promotion de la coopération régionale dans les Balkans occidentaux est une pierre angulaire de la politique d'élargissement de l'Union européenne. Et pour cause. Elle vise à accroître la stabilité politique, la sécurité et la prospérité économique d'une région marquée par la fragmentation des territoires et la résurgence des nationalismes. L'espace balkanique continue en effet d'abriter une mosaïque de peuples, pour qui les différences sont souvent plus importantes que les ressemblances. Les divisions ne se cultivent pas seulement de part et d'autre des frontières ; elles sévissent également au sein même des États, notamment en Bosnie-Herzégovine ou au Kosovo. Ces divisions nuisent à la stabilité politique, à la prospérité économique et à la sécurité régionale des Balkans occidentaux. Or les problèmes qu'elles recouvrent bien souvent, requièrent des réponses concertées, que seul un approfondissement de la coopération régionale est en mesure d'apporter. Quel bilan peut-on dresser de l'état de la coopération régionale dans les Balkans occidentaux, tant sur le plan politique qu'économique ?

Œuvrer au renforcement de la coopération régionale dans un espace marqué par deux décennies de désintégration n'est pas chose aisée. Afin de faciliter cette démarche, les États des Balkans occidentaux peuvent néanmoins s'appuyer sur un objectif qui leur est commun : devenir membre à part entière de l'Union. Au travers de sa politique d'élargissement, l'Union européenne (UE) s'engage en effet depuis de nombreuses années en faveur de l'intégration européenne des Balkans occidentaux. Elle promeut, ce faisant, l'idée de coopération régionale. Quel impact l'intégration européenne a-t-elle eu dans ce domaine ? Quels défis reste-il à relever ?

Bien que ne partageant pas tout à fait l'histoire de ses voisins septentrionaux issus de la Yougoslavie, l'Albanie fait partie intégrante de l'espace régional sud-est européen. Elle est donc appelée à coopérer de la même manière que ses voisins et aspire autant que ceux-ci à devenir membre de l'Union. En juin 2014, l'Albanie a acquis le statut de candidate à l'adhésion -un accomplissement couronnant une décennie d'efforts et d'avancées. Mais le chemin à parcourir reste semé d'embûches. Quelles priorités l'Albanie



devra-t-elle fixer ? Comment s'investit-elle en matière de coopération régionale ? Et comment conçoit-elle sa contribution à la stabilité régionale ?

C'est pour réfléchir à ces questions que le Centre Franco-Autrichien pour le rapprochement en Europe, une organisation intergouvernementale s'attachant à favoriser l'intégration européenne des pays des Balkans occidentaux depuis une dizaine d'années, organisera une conférence internationale à Tirana au printemps 2015. Son objectif principal sera d'examiner les tenants et les aboutissants de la dynamique européenne et de la coopération régionale en des temps difficiles, et de considérer les enjeux de l'intégration européenne de l'Albanie. La conférence reflètera tout particulièrement le regain d'intérêt que la suscite région au niveau européen depuis l'automne 2014. Dans ses conclusions du 16 décembre, le Conseil de l'Union a en effet souligné l'importance des réformes fondamentales en matière d'état de droit, de gouvernance économique et de modernisation de l'administration.

La conférence sera organisée en partenariat avec l'Institut français des relations internationales (IFRI) à Paris, en collaboration avec les Ministères des affaires étrangères français et autrichien et avec le soutien d'un partenaire albanais. Des décideurs politiques de haut niveau, des experts de renommée internationale et des représentants de la société civile échangeront leurs points de vue sous le regard attentif des médias et d'un public informé.

Le programme de la conférence et les inscriptions seront bientôt disponibles sur www.oefz.at

L'Agenda du Centre Franco-Autrichien



avec le soutien du



La lutte contre le changement climatique:

Défis et opportunités

Vienne, le 18 juin 2015

Musée d'histoire naturelle

En partenariat avec le Museum d'histoire naturelle de Vienne, l'Institut français d'Autriche, l'Académie diplomatique de Vienne et l'Institut français des relations internationales, le Centre franco-autrichien pour le rapprochement en Europe organise le 18 juin 2015 au Museum d'histoire naturelle de Vienne un colloque sur le thème du changement climatique. Cet événement est une contribution à la préparation de la Conférence sur le changement climatique des Nations Unies qui se tiendra en France en décembre 2015 (COP 21-Paris Climat 2015).

Réunissant des experts de haut niveau, notamment français et autrichiens, cette rencontre sera l'occasion de réfléchir aux méthodes d'étude du phénomène et de présenter les dernières estimations scientifiques des impacts du changement climatique. Elle permettra d'évaluer dans quelle mesure, tout en prenant compte des contraintes en découlant, la lutte contre le dérèglement climatique peut être la source d'un développement économique, social et technologique. Le colloque s'intéressera également aux aspects géo-



politiques du changement climatique, qu'il s'agisse notamment de la question des réfugiés climatiques ou des besoins particuliers des pays en développement. Enfin, il sera question des instruments mis en place pour lutter contre le changement climatique au niveau international.

Le programme de la conférence et les inscriptions seront bientôt disponibles sur www.oefz.at

Les Activités du Secrétaire général



Automne/hiver 2015



Le nouvel Ambassadeur de France visite le CFA

Le 18 Juillet 2014, M. Pascal TEXEIRA DA SILVA, nouvel Ambassadeur de France en Autriche a rendu visite au siège du CFA. Il a été reçu par M. Jankowitsch, qui lui a présenté les dernières activités du Centre et ses projets futurs. Très intéressé par le rôle que le Centre joue dans l'approfondissement des relations franco-autrichiennes, M. TEXEIRA DA SILVA a développé, dans

un échange d'idées avec M. Jankowitsch, un certain nombre d'idées quant à des projets pouvant encore voir le jour, et il l'a ce-faisant assuré de l'appui de ses services.

Conférence annuelle des ambassadeurs d'Autriche

A l'invitation de M. Sebastian KURZ, nouveau Ministre de l'Europe, de l'Intégration et des Affaires Interna-

tionales de l'Autriche, M. Jankowitsch a participé le 1 septembre 2014 à une réception organisée à l'occasion de la conférence annuelle des ambassadeurs d'Autriche. Il a ainsi pu raviver les nombreux contacts déjà établis avec les chefs de missions autrichiennes dans les pays d'Europe centrale et orientale et dans les Balkans occidentaux, dans la perspective des futures activités du CFA dans ces régions.

M. TANG Jiaxuan a Vienne

Le 8 septembre 2014, M. Jankowitsch a participé, avec d'autres membres de la présidence de la Société Autrichienne pour la Politique Etrangère et des Nations Unies, à un déjeuner organisé en l'honneur de M. TANG Jiaxuan, ancien Ministre des Affaires Étrangères de la République populaire de Chine. M. TANG Jiaxuan était alors en visite à Vienne. Les échanges de vues avec ce haut responsable chinois a permis d'évaluer l'état actuel des relations de son pays avec l'Europe et d'autres parties du monde.

Rencontres avec des membres du Gouvernement Fédéral d'Autriche

Dans le cadre de ses rencontres régulières avec des membres du Gouvernement Fédéral d'Autriche M. Jankowitsch était reçu le 17 septembre 2014 par Mme Gabriele HEINISCH-HOSEK, Ministre Fédérale de l'Enseignement et des Femmes. Cette entrevue a permis d'informer Mme HEINISCH-HOSEK sur les activités courantes et futures du CFA et de discuter des soutiens que pourraient lui accorder ses services.

République Tchèque et Droits de l'Homme en Europe centrale

Le 23 septembre, M. Petr DRULAK, Vice Premier Ministre des Affaires Etrangères de la République Tchèque, s'est exprimé à l'Académie Diplomatique de Vienne sur le thème des Droits de l'Homme en Europe centrale. M. Jankowitsch a donc rencontré DRULAK en marge de cette manifestation, et il a pu l'informer de quelques une des activités du CFA, en l'invitant à y participer aux cotés d'experts issus de son pays.

La Russie et les frontières de l'Europe

Le 23 septembre 2014, une table ronde organisée par le Kreisky Forum pour le dialogue international à Vienne a été l'occasion pour le Secrétaire Général de nouer un grand nombre de contacts avec des responsables et des experts issus de cette partie de l'Europe, comme la politologue russe Nina CHRUSCHTSCHOWA ou l'activiste biélorusse Andrei SANNIKOV. M. Jankowitsch a pu les intéresser aux activités que le CFA entend développer dans cette région en vue de futures coopérations

Comite des Programmes du CFA

Le 9 octobre 2014, M. Jankowitsch a présidé une réunion du Comité des programmes du CFA, qui, à l'invitation de l'Ambassadeur de France M. TEXEIRA DA SILVA, s'est tenue dans les salons de l'Ambassade à Vienne. Au cours de cette réunion, le Comité a discuté et approuvé de nombreux projets pour les activités du CFA en 2015.

Journées de politique étrangère à Hernstein

Le 17 Octobre 2014, M. Jankowitsch a, en tant qu'ancien Ambassadeur d'Autriche aux Nations-Unies à New York, présidé la première table-ronde des Journées de politique étrangère de 2014, organisées par l'Association autrichienne de Politique Etrangère et des Nations-Unies au château de Hernstein en Basse Autriche. Ces Journées furent consacrées à la commémoration de l'inauguration en 1979 de la Cité des Nations Unies à Vienne.

M. Thierry DE MONTBRIAL à Vienne

Invité par M. Caspar EINEM, Président de l'Institut Autrichien pour la Politique Internationale (OIIP), M. Thierry DE MONTBRIAL est intervenu le 30 Octobre à Vienne pour une première conférence du cycle « Peter Jankowitsch ». Ce cycle de conférence a été créé par l'OIIP en 2013 à l'occasion du 80ème anniversaire de l'actuel Secrétaire Général du CFA. M. de MONTBRIAL s'est exprimé devant un public nombreux au sujet des questions de gouvernance mondiale et a répondu à un grand nombre de questions posées lors

Les Activités du Secrétaire général



Automne/hiver 2015



de la discussion qui a suivi son exposé.

M. Jankowitsch a l'Hôtel de Ville

M. Jankowitsch était reçu le 3 novembre 2014, aux côtés de nombreuses autres personnalités de la vie publique de la ville, par M. Michael HÄUPL, Maire et Gouverneur de Vienne. La réception était organisée en l'honneur des personnalités décorées de l'ordre du mérite par la ville de Vienne. Le Maire entretenant d'étroites relations avec la ville de Paris, depuis le temps de Bertrand DELANOE et aujourd'hui encore, il a toujours témoigné un vif intérêt pour les institutions comme le CFA, qui visent à intensifier les relations franco-autrichiennes.

Le CFA à Sarajevo

Le 7 novembre 2014 M. Jankowitsch a ouvert, avec d'autres personnalités, la conférence du CFA à Sarajevo par un discours soulignant les raisons qui ont porté le CFA à organiser sa plus importante conférence de 2014 dans cette ville emblématique. Cette conférence, tout comme d'autres manifestations tenues avant elle au cours de l'année, ont participé à mettre en valeur cette ville et son héritage historique lié aux grandes catastrophes du 20^{ème} siècle.

Réunion du Comité de Direction du CFA à Paris

Le Comité de Direction du CFA s'est tenu sous la présidence de M. Thierry DE MONTBRIAL à Paris le 12 novembre 2014 dans les salons de l'IFRI. Parmi les nombreux projets présentés par M. Jankowitsch, le Comité a retenu trois conférences pour 2015. Deux d'entre-elles sont annoncées dans cette Lettre du CFA. A la fin de la réunion, M. DE MONTBRIAL et M. Jankowitsch ont évoqué leur intention de démissionner de leurs fonctions à la mi-année 2015. M. Dominique DAVID, actuel directeur exécutif de l'IFRI et M. Johannes KYRLE, ancien Secrétaire Général du Ministère autrichien des Affaires étrangères leur succéderont respectivement aux postes de Président et Secrétaire Général du CFA.

M. Jankowitsch réélu Vice-président de la Société Autrichienne pour la Politique Etrangère et des Nations Unies

Lors de son assemblée générale, qui s'est tenue à Vienne le 3 décembre 2014, la Société Autrichienne pour la Politique Etrangère et des Nations Unies a reconduit le mandat de Vice-président de M. Jankowitsch.

Conférence Jean Jaurès

La conférence consacrée à Jean Jaurès et à son message pour le monde d'aujourd'hui, organisée par le CFA en partenariat avec l'Institut Karl Renner et l'Académie Diplomatique de Vienne le 3 décembre 2014, a été clôturée par un bref exposé du Secrétaire Général. Celui-ci a insisté sur les nombreuses leçons que l'on peut tirer de l'action de Jean Jaurès à la veille de la Première Guerre Mondiale.

Le rôle de la France dans la conquête spatiale

M. Jankowitsch a assisté le 9 décembre 2014, en présence d'autres responsables du secteur spatial en Autriche, à une conférence sur la France dans l'espace, qui s'est tenue au Musée d'histoire naturelle de Vienne, avec la participation de M. Jean-Yves LE GALL, Directeur Général du CNES.

Le Président Fédéral d'Autriche reçoit le Secrétaire Général du CFA

Le 19 décembre, M. Heinz FISCHER, Président Fédéral de la République d'Autriche a reçu une fois de plus M. Jankowitsch pour un compte rendu des activités du CFA et un échange sur des questions franco-autrichiennes. Comme à son habitude, le Président Fédéral a témoigné d'un grand intérêt pour les activités du CFA et a laissé entrevoir sa disponibilité et réaffirmé son soutien pour les futurs projets du Centre



Centre franco-autrichien
Salzgries 19/16
1010 Vienne
Autriche
Tél : +43 1 533 89 27
Fax : +43 1 533 89 27 10
E-Mail : office@oefz.at
Site internet : www.oefz.at



